

Loiret → Actualités

ABUS DANS L'ÉGLISE ■ L'évêque revient sur les mesures en place et à venir

« Il faut retenir qu'on paiera »

Mgr Blaquart revient fatigué mais heureux des résolutions fortes votées par l'assemblée des évêques de France. Certaines s'appliquent déjà dans le Loiret.

Marie Guibal
marie.guibal@centrefrance.com

« Nous avons vécu une assemblée dense et grave. Mais ma joie est d'être arrivé à ce résultat. On a voté massivement », se réjouit Mgr Blaquart. L'évêque du Loiret revient tout juste de Lourdes où s'est tenue l'assemblée plénière des évêques de France.

Des mots, elle est passée aux actes. Plus de quarante résolutions ont été adoptées. Objectifs : mettre fin aux abus sexuels commis au sein de l'Église, indemniser les victimes... « Rien ne sera plus comme avant. »

Ce qui n'est pas encore précisé

Une des questions centrales reste celle de l'indemnisation des victimes déclarées à la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (2.819, pour l'heure). « Les évêques de France s'engagent à abonder selon la nécessité le fonds de secours



ACTION. Mgr Blaquart souhaite que, grâce à ces mesures fortes, l'Église redevienne une « maison sûre ». PHOTO M. G.

et de lutte contre les abus sur mineurs en se dessaisissant de biens immobiliers et mobiliers de la CEF et des diocèses », annonce la Conférence des évêques de France (CEF). Quid dans le Loiret ? « Ce sera à voir mais ce qu'il faut retenir, c'est qu'on paiera. S'il faut abandonner ceci ou cela, on le fera. »

Lui-même abondera « personnellement le fonds, en tant que membre d'un corps qui a failli ».

C'est l'Instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation, présidée par la juriste Marie Derain de Vaucresson, qui fixera les montants.

Ce qui se fait déjà dans le diocèse

La CEF demande aussi « la vérification systématique des antécédents judiciaires de tout agent pastoral appelé à travailler auprès des mineurs » : « On pourrait demander le casier de ceux qui arrivent

et de ceux déjà en place. »

Le diocèse a ouvert sa cellule d'écoute des blessures en 2016 : il était alors le premier en France. Toutes les cellules de France seront soumises à un audit externe et une charte sera édictée.

La CEF demande que les diocèses signent un protocole avec le parquet. C'est déjà vrai dans le Loiret : « Une affaire a été remontée. »

« Un protocole va être signé avec l'association d'aide aux victimes du Loiret », pour s'ouvrir aux personnes extérieures. Des groupes de travail composés de laïcs, diacres, prêtres, personnes consacrées, évêques seront créés. « Je suis prêt à 110 % à y participer ! »

En matière de prévention, le diocèse a créé le service Protection, éducation, prévention. « Ils vont s'inspirer de notre charte de bonne conduite. »

La Conférence des évêques demande « la participation d'au moins une femme au conseil de chaque séminaire, avec droit de vote », comme à Orléans depuis 2019. Un point d'étape sera fait en mars 2022, date de la prochaine assemblée. ■

COVID-19

Vers un retour du masque dans les écoles du Loiret

Le Loiret aurait pu se croire épargné par la remontée récente du Covid. Que nenni. Voilà que son taux d'incidence a, à son tour, passé le seuil d'alerte des 50 cas pour 100.000 habitants, selon les chiffres publiés, hier, par Santé publique France.

Et la tendance devrait se confirmer. « Le Centre-Val de Loire n'échappe pas à la dégradation notée depuis quinze jours dans toute la France », souligne Christophe Lugnot, directeur de cabinet à l'Agence régionale de santé. La tranche d'âge la plus touchée reste « la population de plus de 60 ans. Et ceux qui entrent à l'hôpital sont, pour la plupart, les Loirétains qui ne sont pas vaccinés », rappelle-t-il.

Ce n'est pas que les hôpitaux soient pour l'instant débordés, heureusement. « Le dernier rapport affichait 45 personnes en réanimation dans la région (dont neuf à l'hôpital d'Orléans), contre 35 fin

septembre. Ce n'est pas l'explosion qu'on a pu observer lors de précédentes vagues. Ne paniquons pas, mais restons vigilants ! »

Dès lundi

Conséquence directe de cette dégradation de la situation sanitaire, dès lundi, le port du masque devrait être de nouveau obligatoire pour les élèves des écoles élémentaires du Loiret. Si le franchissement du seuil d'alerte déclenche automatiquement le niveau 2 du protocole sanitaire, les chiffres doivent encore être consolidés. « La carte des départements concernés est réalisée au niveau national, précise Philippe Ballé, directeur académique. Nous devrions avoir confirmation jeudi ou vendredi. Il y aura, à ce moment-là, une communication en direction des écoles et des familles pour que le protocole sanitaire de niveau 2 puisse être appliqué dès lundi. » ■

C. B. et A. C.

FLEURY-LES-AUBRAIS

L'hôpital Georges-Daumezon en grande souffrance



À BOUT. Une cinquantaine d'agents de l'hôpital Daumezon se sont réunis, hier, sous les fenêtres de la direction. PHOTO D. C.

Hier, la grande souffrance qu'éprouvent des agents de l'établissement public de santé mentale Daumezon de Fleury s'est traduite par un mouvement de grève sous les fenêtres de la direction.

En cause, dénonce cette cégétiste, « la pénurie de personnels, les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader et notre incapacité à mener à bien nos missions auprès des patients ». Aussi entendu : « On est à bout » ; « la charge de travail n'est plus tenable » ; ou encore, « je n'en peux plus de venir au boulot la boule au ventre... » Bref, pour résumer,

« la situation est catastrophique ici ».

Ce dont semble convenir la direction, par la voix de son directeur des soins, Pascal Gaillard : « Les récriminations des personnels sont légitimes, le problème, c'est que je n'arrive pas à recruter, notamment des infirmiers. Il nous en manque encore une vingtaine, on ne trouve pas de candidats. » Un phénomène national, dit-il, « qui touche aussi bien les hôpitaux psychiatriques que de soins généraux ».

Ce qui ne change rien à la souffrance, bien réelle, qu'hier, on pouvait lire sur les visages. ■

David Creff

ALIMENTATION ■ La huitième édition du forum s'achève ce soir au Châpit'O

L'Open Agrifood s'achève ce soir

L'Open Agrifood, c'est d'abord un refus, exposé, hier matin, par son président, Emmanuel Vasseineix : celui « de voir la France poursuivre son déclin agricole et alimentaire ».

Sous l'immense Châpit'O de Fleury-les-Aubrais, qui accueille sa huitième édition jusqu'à ce soir, il était aussi ce jour une petite déception : le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, aurait dû être présent physiquement à l'ouverture du forum sur l'alimentation, mais « un agenda dantesque » l'aura contraint à n'apparaître qu'en visio sur les écrans, face aux tables où s'ouvraient, hier, les premiers ateliers.

La grande restitution

Les ateliers sont au nombre de douze, et collaboratifs, puisque réunissant l'ensemble des acteurs de la filière agroalimentaire (cultivateurs, industriels, fournisseurs...), mais encore restaurateurs, chercheurs et étudiants... Il leur reviendra de restituer, deux jours durant, la substance tirée des états généraux annuels de l'alimentation, qui se sont tenus entre septembre et octobre. Ceux-ci ont por-



JULIEN DENORMANDIE. Le ministre en visio. PHOTO DAVID CREFF

té sur l'export, le climat, l'eau, le manger local, le bien-être animal...

Derrière la somme considérable de réflexions, se pose la question suivante : « Comment aller plus vite vers une transition alimentaire, agricole et environnementale ? », aura rappelé Emmanuel Vasseineix, en ouverture du forum. À titre d'exemple, il sera notamment abordé la question de salaires décentés pour les agriculteurs. Pendant deux jours, « on va co-construire,

afin d'apporter notre plan à l'État, pour qu'il s'en serve », poursuit Philippe Noyau, vice-président de l'Open Agrifood.

« Le grand intérêt » du ministre

Après avoir évoqué à distance le défi de la rémunération (des agriculteurs...), ses désirs de souveraineté alimentaire de la France et de poursuivre dans la voie « d'une production de qualité », le ministre a redit la force de l'initiative Agrifood. « Un événement es-

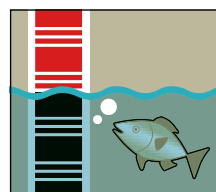
sentiel. Je suis vos travaux avec bienveillance et grand intérêt. Ma proposition est que vous m'informiez de ce que vous estimez être prioritaire, de vos grandes idées, pour enfin redonner de la valeur à notre alimentation, nutritionnelle, environnementale et économique, que je puisse les lancer en tant que ministre de l'Agriculture. » ■

David Creff

➔ **J'y vais.** Le forum se poursuit aujourd'hui (de 9 à 17 heures), sous le Châpit'O, 2, route Nationale 20, à Fleury-les-Aubrais. Ouvert à tous, entrée gratuite, pass sanitaire obligatoire.

ET AUSSI

L'Open Agrifood, c'est aussi différents espaces à découvrir : start-up, innovation, escape game, networking... Jusqu'à ce soir, les start-up dessus continuent à « pitcher » leurs projets aux visiteurs, une façon ludique de se faire connaître. Sur place, les entreprises de la filière alimentation vous feront découvrir ses métiers.



LOIRE. Les cotes. Observées hier : Gien, 0,16 ; Orléans, -0,11 ; Blois, -0,77. Prévues aujourd'hui : Gien, 0,10 ; Orléans, -0,18 ; Blois, -0,78. Prévues demain : Gien, 0,07 ; Orléans, -0,22 ; Blois, NC. (www.vigicrues.gouv.fr)